

Le poète Joseph Reithler, chantre de la vallée de Villé



Joseph Reithler

(Par Éliane Bernhard) – Si le barde alsacien Roger Siffer, originaire de « la plus belle des vallées d’Alsace », ainsi qu’il le prétend, est bien connu du grand public il n’en est pas de même de Joseph Reithler, né lui aussi dans cette vallée qu’il a chantée et louée dans de nombreux poèmes.

Joseph Reithler est né il y a 110 ans, le 15 mars 1907, à Saint Pierre-Bois où son père, originaire de Basseberg, autre village de la vallée, était instituteur-directeur d’école mais exerçait également les fonctions d’organiste et de secrétaire de mairie ainsi qu’il était d’usage en ce temps-là. En 1896, âgé de 35 ans, il avait épousé Virginie Muntzinger de Sessenheim Le petit Joseph est le sixième enfant du couple. Dans un manuscrit autobiographique daté de 1961 le poète évoque ses parents et son enfance heureuse au milieu des petits villageois dont il enviait la vie simple vouée à la terre et aux travaux des champs.

Né dans l’Alsace cédée à la Prusse depuis 1871 le jeune Joseph est imprégné de littérature germanique depuis sa tendre enfance, d’abord par les contes que lui lisait sa sœur aînée, plus tard c’est l’un de ses professeurs d’allemand au Lycée Koeberlé de Sélestat, M. Berster, auquel il rend hommage dans son récit auto- biographique, qui lui ouvrira les portes de la littérature et de la poésie.

Commencée en langue allemande au village, sa scolarité se poursuivra en français après

1918 d'abord au Collège épiscopal de Zillisheim puis au Lycée Koeberlé de Sélestat. Cette double rupture brutale avec le monde de l'enfance marquera profondément l'enfant sensible qui, à l'âge adulte, exprimera dans sa poésie la souffrance de cette situation inconfortable ainsi qu'en témoignent ces deux poèmes.

Mutlos

Manchmal möchte ich

nicht mehr geboren sein

zwischen Vogesen

und Rhein.

Was sind wir gewesen?

Was werden wir sein?

In der Vermassung,

Im Kollektiv

ist keine Fassung

für uns. – Ich rief

und unser Menschsein

im eigenen Selbstsein

schliefe...

O manchmal möchte ich

nicht mehr geboren sein

zwischen Vogesen

und Rhein.

Was sind wir gewesen?

Was werden wir sein?

Découragement

Parfois je souhaiterais

n'être pas né

entre les Vosges

et le Rhin.

Qu'étions-nous ?

Qu'allons-nous devenir ?

Dans la massification,

dans la collectivité,

nous ne pouvons nous réaliser

nous-mêmes.-J'appelai

et notre « être » humain

en son for intérieur

dormait...

O parfois je souhaiterais

N'être pas né

entre les Vosges

et le Rhin.

Qu'étions-nous ?

Qu'allons-nous devenir ?

Extrait de "Lieder der Heimkehr" 1969

Muttersprache

Ich kann mich nicht verlieren

nie an ein fremdes Wort.

Ich wurzle tief im Boden

auf meinem Heimatort.

Nicht Sturm und Niederlage

erschüttert diesen Grund.

Was ich so tief empfinde,

kommt mir vom Heimatmund.

Und wenn die Blätter färben -

Die Wurzel ist's, die denkt.

Sie hat mich mit Gewalt

ins Heimatreich versenkt.

Langue maternelle

Jamais je ne pourrai perdre mon âme

pour un verbe étranger.

Mes racines s'enfoncent profondément

dans le sol de mon pays natal.

Ni les tempêtes, ni les défaites

N'ébranlent ce fondement.

Ce que je ressens en mon for intérieur,

me vient de la langue maternelle.

Et même si les feuilles se colorent

c'est la racine, elle, qui pense.

Elle m'a plongé de force

dans le royaume natal.

Extrait de "Lieder der Heimkehr" 1969

Le recueil « Lieder der Heimkehr » dont sont extraits ces deux poèmes appartient au cycle intitulé « Elsässische Heimat ». Joseph Reithler y exprime le découragement qui le submerge par moments dans son engagement pour la défense et la sauvegarde de sa langue maternelle, l'alsacien et de la culture qui s'y rattache. Dans ces quelques vers il laisse entrevoir les tourments qui habitent son âme partagée entre les trois idiomes qu'il pratique : l'alsacien, sa langue maternelle comme celle de bon nombre de ses contemporains, parlé dans les familles et les villages. – l'allemand, sa langue lyrique, expression écrite du dialecte alsacien. – le français, la langue de sa vie sociale et professionnelle à Strasbourg.

Durant toute sa vie Joseph Reithler n'a cessé de prôner le bilinguisme et de revendiquer la double culture germanique et française de l'Alsace. Mais au-delà de cet attachement viscéral et passionné au patrimoine linguistique et culturel de l'Alsace il est aussi le chantre de sa terre natale, de la faune et de la flore de son terroir de la vallée de Villé. A l'instar de Francis Jammes qui puise son inspiration dans ses terres du Béarn et du Pays Basque Joseph Reithler trouve la sienne dans la nature généreuse de sa campagne natale de la verte vallée.

Malgré la guerre et les drames qui l'accompagnent le poète garde de son enfance au village le souvenir d'une période heureuse et bénie ; elle s'achève en 1919 avec son entrée comme pensionnaire au Collège épiscopal de Zillisheim. L'enthousiasme du départ cèdera très vite devant la dure réalité de la vie de l'internat avec ses privations et son absence de chaleur dans tous les sens du terme. Il en revient malade, refuse d'y retourner et conserve jusqu'à la fin de ses jours les stigmates de ce passage voulu par sa mère qui souhaitait qu'un de ses fils entre au service de l'Eglise. Il poursuivra sa scolarité secondaire au Lycée Koeberlé à Sélestat où il se rend chaque jour avec le petit train du Val de Villé. Il terminera sa scolarité au Collège Freppel d'Obernai : depuis la mise à la retraite de son père la famille habitait Molsheim. Après le baccalauréat qu'il obtient en 1930 il entreprend des études d'allemand à l'Université de Strasbourg. Il réussit avec succès les certificats de philosophie et de littérature mais devra interrompre ses études à la mort de sa mère. Il embrasse alors la carrière d'enseignant, se spécialisant pour les classes d'enfants en difficultés.

Il n'a cessé d'écrire tout au long de sa vie. En 1925 il est le lauréat du concours de poésie lancé par la revue littéraire « Der Eiserne Mann », fondée par l'écrivain et journaliste Louis-Edouard Schaeffer, à laquelle est abonné son frère aîné et qu'il lit en cachette. Ce ne sera cependant qu'après son départ à la retraite qu'il commence à publier ses poèmes dans la presse, à compte d'auteur sous forme de recueils thématiques ou encore dans la maison d'édition allemande « Ars sacra » de Munich. A cette époque il œuvre également avec ses contemporains, Robert Bittendiebel, Paul-Georges Koch, à l'élaboration d'anthologies de poésie alsacienne en langue allemande.

Son œuvre poétique compte près d'un millier de poèmes rassemblés dans des recueils thématiques. Ils sont souvent à caractère autobiographique, nourris des bonheurs et des fractures de l'enfance, des difficultés de la conquête d'une nouvelle culture après le retour de l'Alsace à la France en 1918, de sa symbiose avec la nature, de son enracinement profond dans cette terre de la vallée de Villé qui l'a vu naître et grandir, de sa foi mais aussi de sa révolte contre la disparition progressive du dialecte et de la culture alsacienne, contre le rouleau compresseur du progrès.

Les images d'une enfance simple et heureuse, vécue au rythme de la nature et des saisons sont récurrentes et parcourent ses poèmes.

Das Bergel

Blauäugig ist die schöne Welt,

Auf die ich barfuss hingestellt,

Drei Sommerwölkchen überm Bergel stehn ;

Ich will noch nicht nach Hause gehn,

Ich dreh mich um und schau zurück :

Dort drüben liegt mein ganzes Glück.

La petite colline

Elle est belle la terre aux yeux bleus,

sur laquelle j'ai été déposé pieds nus,

Trois petits nuages d'été se sont arrêtés au-dessus de la colline ;

Je ne veux pas encore rentrer à la maison,

je me retourne et regarde en arrière :

Tout mon bonheur se trouve là-bas de l'autre côté.

Extrait de « Der Ring » 1978

La nature est omniprésente dans sa poésie : il vouait un amour passionné à tout ce qui est vivant que sa manifestation en soit animale, végétale ou minérale. Il avait rêvé de faire des études de biologie mais y renonça en raison de son niveau encore insuffisant en français pour aborder un cursus universitaire—comme pour d'autres écrivains alsaciens de sa génération

nés avant la première guerre mondiale sa langue maternelle est l'alsacien avec, en guise de « langue écrite », l'allemand. L'apprentissage du français après 1918 malgré la bonne volonté et les efforts s'avéra douloureux.

C'est au cours de l'enfance auprès de son père qu'il avait pris goût à l'observation de la nature. Son respect de toute forme de vie n'est pas sans rappeler la philosophie d'Albert Schweitzer.

En observateur attentif et recueilli il met en scène dans ses poèmes la faune et la flore de son environnement.

Die Schnecke

Mir hat der Schöpfer alle Hast genommen

Für Eile hab ich keinen Sinn.

Ich weiß nicht wo ich gestern hergekommen,

und gehe heute nirgends hin.

L'escargot

Le Créateur m'a enlevé toute hâte.

Je n'ai pas le goût de la précipitation.

Je ne sais d'où je suis venu hier,

et ne vais nulle part aujourd'hui

Extrait de "Falter und Blüte vor heiterem Himmel". Édition Ars Sacra Munich 1971

Sa poésie est empreinte comme le fut toute sa vie d'un profond sentiment religieux qu'il ne renia jamais et qui l'accompagna jusqu'à sa mort le 23 février 1988 dans la petite maison « 's Griesele » à Saint Pierre-Bois à deux pas de sa maison natale.

Der große Tisch

Bevor er einen Laib anbricht,

ritz er darauf das Kreuzeszeichen,

Er will das Brot den Seinen nicht

kraftlos und ohne Segen reichen

La grande table

Avant d'entamer une miche,

il y trace, de la pointe du couteau,

le signe de croix,

il ne veut pas distribuer le pain aux siens

sans l'avoir béni afin qu'ils en soient fortifiés.

Extrait de "Griesele, das alte Haus" 1975

En ardent défenseur du patrimoine linguistique, culturel et écologique de l'Alsace il fait partie des pionniers qui ont alerté l'opinion publique face à la disparition progressive du dialecte, il s'insurge également avec des accents prophétiques contre le progrès qui menace et perturbe l'équilibre de l'écosystème.

Vom Weg zur Größe

Die Größe, die du einst gewesen,

war Spracheneinheit, Völkermut.

Die Jugend kann nicht einmal lesen

der eignen Väter Schöpfergut.

Die Größe, die du einst gewesen,

kann deine Jugend nicht vermissen.

Die Muttersprache, ihre Seele

hast du ihr aus dem Laib gerissen.

Du chemin vers la grandeur

La grandeur que jadis tu connus,

venait de l'unité linguistique,

du courage du peuple.

La jeunesse ne sait même plus lire

les créations de ses propres pères.

La grandeur que jadis tu connus,

elle ne peut manquer à ta jeunesse.

La langue maternelle, son âme

tu l'as arrachée de son corps.

Extrait de « Rhapsodien aus dem Elsass » 1982

Triembach

Was würde das alte Trubenbach sagen

zum Triembach in unserer Zeit ?

Was soll man begrüßen und was beklagen ?

-die Geister sind noch im Streit.

Noch grünen die Wiesen für Schafe und Kühe,

Doch Reben und Äcker sind brach.

Fabriken entlohnen die niedere Mühe -

ich denke an Fortschritt und Schmach.

Und immer schneller werden die Straßen,

wofür und für welchen Gewinn ?

Die Menschen hasten ruhlos und rasen

durch alle Dörfer ... wohin ?

Triembach au Val

Que dirait le vieux village de Trubenbach

au Triembach de notre temps ?

Que doit-on saluer, que doit-on regretter ?

- les esprits se querellent encore.

Les prés sont toujours verdoyants pour moutons et vaches,

cependant les vignes et les champs sont en friche.

Les usines rémunèrent le travail servile-je pense au progrès et à l'infamie.

Et les routes invitent toujours plus à la vitesse,

pour quoi et pour quel profit ?

Les hommes courent sans arrêt et traversent

à toute allure

tous les villages ... pour quelle destination ?

Extrait de "Das Weiltal" 1984

Par ses thèmes, par la richesse et la qualité de sa langue la poésie de Joseph Reithler atteint une portée universelle et continue d'enchanter le lecteur qui la découvre. S'il évoque ses blessures et fait part de son indignation et de ses révoltes, il nous conte également ses joies, ses bonheurs, son émerveillement devant les beautés de la création. En 1985 son œuvre poétique a été couronnée en Allemagne (RFA) par le prix « Erwin von Steinbach », Albert Schweitzer, le prix Nobel, l'avait obtenu 20 ans plus tôt en 1965. Cette distinction n'a été attribuée que neuf fois depuis sa création en 1963. Et pourtant Joseph Reithler reste largement méconnu dans son Alsace natale, «parce que la jeunesse ne sait plus lire la langue des pères»...

Éliane Bernhard

Sources

- Les recueils de poèmes de Joseph Reithler.
- L'œuvre du poète Joseph Reithler (1907-1988), Thèse de doctorat de Madame Béatrice Munch sous la direction de Monsieur le Professeur Adrien Finck présentée à l'Université des Sciences Humaines de Strasbourg en 1991.
- Émission « Dichter im Elsass » d'Emma Guntz diffusée le 17 janvier 1989.

Musique alsacienne ?



François Rossé

(Par **François Rossé**) - Quand j'étais à Paris, dans le milieu musical contemporain bien engagé, je me plaisais à leur exprimer que je composais une musique « alsacienne », entraînant, avec préméditation, toutes les moqueries que l'on peut deviner.

Et malgré mes nombreux voyages au Japon, États-Unis, Canada et différents pays européens je maintiens toujours ce qualificatif. Bien entendu, dans le seul pays d'Europe qui refuse de signer la charte de reconnaissance des langues régionales, il n'est pas étonnant que mon attitude soit incompatible avec le mécanisme particulièrement centralisé. Car l'aspect « alsacien » aurait aussi pu être « basque » ou « catalan » bien entendu, je parlerai donc volontiers d'une musique de « frontières », c'est à dire liée à une pensée elliptique et non centralisée. L'Alsace se situe sur la faille tellurique culturelle entre l'espace indo-européen du Nord et l'espace latino-méditerranéen du Sud ; évidemment une telle faille a pu être volcanique dans son histoire, notamment la dernière guerre de « cent ans » ou presque (1870-1945) qui a forcément laissé des traces et des attitudes de culpabilisations identitaires. Néanmoins je ne crains de parler ma langue maternelle, en tout lieu. Nombreuses de mes propositions jouées à Marseille ou en Allemagne et ailleurs impliquent parfois des textes en langue alsacienne. Dans le cadre du célèbre festival « Musica » de Strasbourg, mes interventions comme compositeur impliquaient souvent la langue alsacienne, mais je restais plutôt seul à l'imposer. J'ai toujours considéré comme une richesse et non comme une honte d'être en intersection culturelle, ni Allemand, mais un peu Allemand tout de même, ni Français, mais français tout de même, Alsacien, mais Alsacien de la planète entière. Certes revendiquer cela ne permet pas de se faire aisément des amis, surtout en Alsace, mais cette disposition d'esprit m'a permis dans mon métier de musicien de croiser activement de multiples cultures diverses, notamment le calabrais Carlo Rizzo, le basque Mixel Etxekopar, les japonais Shiro Daïmon et Mieko Miyazaki, Adama Dramé du Burkina Fasso, les musiciens de l'île de la Réunion... etc tout en revendiquant ma formation classique

occidentale historique auprès des jazzmens ou autres musiques actuelles aussi, j'ai même eu l'honneur et le bonheur aussi de croiser activement les musiciens alsaciens sur un beau projet dans le Sundgau en 2007 impliquant orchestre d'harmonie et chœurs, Jérôme Schreiber chanteur, autour d'une pièce de théâtre de Marguerite Gâble Senné (Guebwiller) intitulée « Philomé ». Cette proposition théâtrale relatait le départ des Alsaciens vers le nouveau continent au début du XXème siècle (ruée vers l'or). Mais cela reste exceptionnel en Alsace et je citerais volontiers positivement Jean-Pierre Schmitt, dans les années 1990-2000 impliqué sur plusieurs beaux projets ainsi que Gaston Jung pour « Sienge un saawe » dans les années 2000, avec Géraldine Keller, voix, pour des soirées de cabaret poétique pour lesquelles j'avais écrit la musique de 10 chansons aux côtés d'œuvres données dans des cadres plus institutionnels à Paris ou à l'étranger avec des ensembles de musique contemporaine ou des orchestres. Beau projet aussi à Rouen pour le 600ème anniversaire de la naissance de Jeanne d'Arc avec Claude Brendel (originaire de la vallée de Munster) à la baguette dirigeant l'orchestre du conservatoire de Rouen conduit par Claire Messler (anciennement directrice du conservatoire de Mulhouse). Je constate souvent que quand un alsacien quitte un moment sa région il est enclin à une grande ouverture, tel que Albert Schweitzer, Tommy Ungerer, Charles Munch et bien d'autres sans oublier l'indomptable Germain Muller. Une forme d'intelligence particulière qui me semble assez spécifique à cette région. C'est en ce sens que je considère mes engagements musicaux comme spécifiquement « alsaciens » au-delà de l'humour anecdotique que cela pourrait suggérer. Ce n'est pas par hasard que je me suis très lié au milieu basque qui procède de puissantes traditions dans une belle cohésion sociale et où la question de la pérennisation de la langue est essentielle aussi, région de frontière également. Mon rêve était de relier culturellement, par des échanges, ces deux régions éloignées de 1000 kms mais proches sur bien des points. Pour le moment l'essentiel s'est produit en Pays basque où j'interviens comme un compagnon. J'ai néanmoins un peu de mal à ouvrir les choses vers l'Alsace, notamment vers mes régions natales Reichshoffen-Niederbronn dans l'Outre-Forêt, belle région au pied des Vosges du Nord où mes souvenirs restent bien gravés. J'ose espérer qu'on arrivera à faire dégeler l'iceberg culturel qui semble encore en place dans certaines de ces régions. Il est important, dans l'idée de culture, de développer une idée affective sociale, une identification dans ces réalisations qui cimenter nos traditions et donc les populations. Il y eut une époque où les orchestres d'harmonie étaient nombreux ainsi que les joutes entre orchestres de villages, cela se clôturait de manière festive bien sûr. Certes, tout n'a pas disparu, les moyens d'action sur le plan culturel et social nécessitent certaines réactualisations sans nul doute, mais il serait intéressant d'encourager de tels développements. C'est aussi, en ce sens, qu'une sorte de jumelage avec certaines régions du Pays basque me paraissait apte à optimiser, en Alsace, une belle dynamique à la fois culturelle et sociale et un gain pour les langues régionales soulevant ainsi une question d'ordre politique plus générale (et pas

uniquement alsacienne). Plus précisément je rêvais d'un lien privilégié entre Mauléon à l'entrée de la vallée pyrénéenne de la Soule et la région de Niederbronn, à l'entrée des Vosges du Nord. Deux villes de même taille et dans une disposition géographique proche. Je penserais volontiers, que de manière générale, les encouragements vers des jumelages culturellement actifs seraient un élément moteur pour bonifier activement les identités réciproques. À présent, le dernier mot est réservé aux Alsaciens eux-mêmes dans leurs choix de position recluse ou d'ouverture.

François Rossé

YOUTUBE Mixel Etxekopar & François Rossé txistu.../piano impro Les « Suds » d'Arles 2005 <http://youtu.be/zFwRZfUogOI>

Festival Xiru (Soule) 2017, autour des « Les Quatre Saisons » de Vivaldi 14 04 2017, Trois villes (Soule) <https://youtu.be/d1SwUSLkojl>

François Rossé, né à Reichshoffen en 1945... scolarités à Niederbronn, Strasbourg (École normale d'instituteurs-Neudorf) conservatoire de Strasbourg (piano), conservatoire de Paris (classes d'écritures, analyse, composition-classe d'Olivier Messiaen), inspecteur à la Direction de la Musique Ministère de la Culture, professeur au conservatoire de Bordeaux puis au Cefedem de Marseille-Aix-Aubagne pour la formation des futurs professeurs de conservatoire. Nommé chevalier des Arts et des Lettres en 2001. Son répertoire se porte à plus de 700 œuvres (des solos à l'orchestre et œuvres spécifiques). En 2015 avait été créé « Wend'Kreis », concerto pour saxophone et orchestre par l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg, Yo Matsushita soliste. « 10 Chants et chansons de frontière » écrits pour le cabaret poétique impliquant les textes de Gaston Jung (originaire d'Engwiller) poète, metteur en scène au TNS à Strasbourg et de la troupe des « Drapiers ». Commande en 2016 par le festival Musica pour une œuvre impliquée dans le « Bal contemporain » à Strasbourg. Actuellement en résidence à Palma de Mallorca, Brest, Blois.

Ses engagements, au-delà des écritures, se développent aussi en tant que pianiste improvisateur sur le plan national et international.

« Maut » égal péage, égal pas sympa !

(Par Daniel Muringer) – Survivance anachronique des temps médiévaux où les seigneurs finançaient leurs expéditions guerrières en rançonnant de la sorte voyageurs et marchands, l'idée d'un péage visant les voitures particulières pour remédier à l'état défectueux du réseau routier vient d'aboutir à une concrétisation remarquée en Allemagne, et loin d'être consensuelle.

Prolongeant celle déjà instaurée, avec sans doute plus de pertinence, pour les poids lourds en 2005, la « Pkw-Maut » était en discussion depuis 1990, réclamée par plusieurs dirigeants de la droite CDU-CSU à partir de 2010, souhaitée particulièrement en Bavière à l'occasion d'un sondage qui exprimait le sentiment d'incompréhension à devoir payer pour rouler sur les autoroutes suisses et autrichiennes, alors que les ressortissants de ces deux pays alpins circulent gratuitement en Allemagne.

« On paie dans pratiquement tous les pays d'Europe, c'est pourquoi les étrangers devront désormais aussi payer en Allemagne : c'est une question de justice », a beau jeu de dire le social-chrétien Horst Seehofer. Le débat en accompagnait un autre, celui de la privatisation du réseau autoroutier, présentée comme une alternative au péage, mais qui n'est pas pour autant écartée, au contraire : l'instauration de la « Maut » semble bien en être le prélude, sous de formes plus ou moins rampantes. D'ailleurs, les recettes issues de la taxe sur les poids lourds des camions financent bel et bien des projets autoroutiers privés.

La chancellerie y était opposée un temps, les juristes du Bundestag ont estimé le dispositif contraire aux dispositions européennes, nombre de Länder frontaliers, dont ceux voisins d'Alsace et de Lorraine, n'en voulaient pas, conscients des retombées négatives pour les échanges de proximité, mais rien n'y a fait : la Bavière, gros contributeur financier fédéral, a joué de son poids jusqu'au chantage, la droite allemande a troqué la taxe routière contre l'instauration du salaire minimum.

Et voici la Pkw-Maut prévue au 1er janvier 2018, grâce à l'abstention décisive de la Thuringe.

Mais ce qui fâche, c'est que les conducteurs allemands pourraient récupérer la taxe versée grâce à un dispositif de crédit d'impôt (Zkf-Steuer) selon le degré d'émission polluante de leur automobile. De ce fait, ne sont pleinement concernés que les usagers étrangers, ce qui pose problème en termes d'égalité au sein de l'Union européenne (les étrangers ne paieraient cependant qu'en empruntant les autoroutes).

Pour cette raison, les députés autrichiens et luxembourgeois du Parlement de Strasbourg ont protesté, et l'Autriche envisage de saisir les instances ad hoc de l'UE.

Pour la « Süddeutsche Zeitung » du 7 avril dernier, ce sont bel et bien « de nouvelles frontières qui se dressent en Europe », et la mesure est en effet susceptible de contrarier de manière significative la circulation transfrontalière qui, pour des raisons commerciales, touristiques ou culturelles, s'est développée en direction de l'Allemagne ces dernières années.

Ainsi, entre autres, l'intérêt du Pass-Musées, cette brillante idée de la Coop bâloise, pourrait s'en voir diminuer, alors que, de Nancy à Berne et de Stuttgart à Besançon, elle était parvenue à dessiner dans ce coin d'Europe une carte originale de mise en commun culturelle pan-nationale.

En est-ce fini du Rhin supérieur comme « les deux pages d'un livre ouvert » selon l'image de René Schickele ?

Daniel Muringer

Greffer à Strasbourg le cœur d'Euroland

(Par Jean-Paul Picaper) - Lors de sa conférence de presse commune à Berlin avec Emmanuel Macron, le 15 mai dernier, la chancelière Angela Merkel a déclaré : « Il est possible de modifier les traités européens pour renforcer la zone euro ». Son hôte français a répondu : « Je n'ai pas de tabou sur le changement des traités européens ».

Emmanuel Macron inaugurerait en septembre 2015 la Foire européenne de Strasbourg. Il était alors ministre de l'Économie. Il y relança son idée de doter la zone euro d'un « *vrai budget, avec un gouvernement économique et avec un vrai Parlement de la zone euro (...) qui pourrait s'installer à Strasbourg* ». « *Je suis convaincu, ajoutait-il, que Strasbourg a une carte utile à jouer parce que la vitalité démocratique passera par ce Parlement de la zone euro* ». Pour lui, cela ne faisait visiblement pas l'ombre d'un doute que Strasbourg ait vocation à être au cœur d'Euroland. Pourquoi ne pas le prendre au mot alors qu'il est aujourd'hui président de la République ? Ne l'avons-nous pas élu pour qu'il arrache l'euro et l'UE aux visées mortifères du Front National ?

Se tournant vers l'Allemagne, le ministre avait ajouté : « *Il y a un vrai débat en Allemagne sur la pertinence d'un Parlement de la zone euro, je m'en réjouis. Je vais continuer avec Sigmar Gabriel à faire des propositions précises* ». Il publia effectivement un article cosigné avec son collègue du SPD, alors ministre allemand de l'Économie, entre-temps aux Affaires étrangères. Deux mois avant, dans un entretien à la presse allemande, il avait estimé que ce Parlement de la zone euro pourrait se faire sous la forme « *d'une chambre du Parlement européen composée des députés des seuls États-membres de la zone euro* ». Quelle qu'en soit la manière, ce qui importe est que la politique économique et financière commune soit légitimée par voie d'élections, donc par un Parlement d'Euroland. Tel est l'avis que m'a donné lui aussi le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble (CDU). L'idée est, m'a-t-il dit, de créer un parlement élu de « *la coopération renforcée euro* ».

Pincée peut-être de ne pas être l'auteur du projet, la chancelière Merkel l'avait mal reçu, déclarant qu'il y avait « *sûrement d'autres idées* » que celles de Paris à ce sujet. Mais Wolfgang Schäuble que j'interviewai peu après à son bureau de Berlin, se plaignit que Gabriel et Macron lui aient « *piqué* » son idée de Parlement de la zone euro. « *C'est moi qui ai lancé cette proposition* », m'assura-t-il. Je pris bonne note de cette réponse. Magnanime envers ses collègues, M. Schäuble me fit après coup radier du texte cet aveu de paternité. Mais il développa son idée : « *La faiblesse de l'Union monétaire tient au fait que nous avons mis en commun la politique monétaire sans créer de politique économique et financière commune pour l'accompagner . (...) Il suffirait pour cela que les membres du Parlement européen élus dans les pays de la zone euro se constituent sous forme de parlement de ladite zone. Le Royaume-Uni n'en fait pas partie. Les députés britanniques n'ont pas vocation à intervenir dans les affaires de la zone euro. Il y a une formule anglaise qui dit : « No taxation without representation. » Inversons-la : « No representation without taxation. » Celui qui n'assume pas de charges ne peut pas prendre part aux décisions* ». Notre chance à présent, est que l'obstacle britannique soit levé pour cause de Brexit.

Par son indifférence, Paris a laissé le champ libre aux manigances des Britanniques qui organisèrent la campagne de pub anti-Strasbourg et pro-Bruxelles comme on vend du dentifrice ou une savonnette. Trop de gouvernements français n'ont ni perçu que Strasbourg était un levier de la politique française, ni saisi la perche que leur tendaient des Allemands - dont Helmut Kohl à l'époque - pour valoriser la métropole alsacienne. Ce n'est pas demander la lune que de vouloir domicilier le Parlement d'Euroland et son ministre des Finances à Strasbourg ! Seulement, devant la passivité de la France, les Allemands qui soutenaient le projet, avaient fini par baisser les bras. Y compris le député d'Offenburg au Bundestag, Wolfgang Schäuble, qui a pourtant une prédilection intime pour la capitale alsacienne.

S'ajoute que Strasbourg répond à l'une des conditions initiales de l'unification de l'Europe, à savoir que ses organes dirigeants ne s'installeraient pas dans des capitales de pays membres. Au départ, Liège devait être un des sièges de l'Europe, mais des députés ont préféré Bruxelles pour sa vie nocturne. Et on a laissé faire. Ramenez donc au moins les députés d'Euroland à Strasbourg !

Mardi dernier, les « DNA » nous ont rappelé qu'Emmanuel Macron a accompli son stage de l'ENA à Strasbourg, qu'il a vécu en coloc à Hohenheim et chanté Barbara sur le parvis de la cathédrale. Que son épouse a enseigné à Truchtersheim. Qu'Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, est né à Strasbourg.

Alors, amis alsaciens, remuez-vous ! Vous avez de bonnes cartes en main. C'est un Béarnais « monté » à Strasbourg qui vous le dit.

Jean-Paul Picaper

Un parlement pour l'Euro, fausse bonne idée ?

(Par Patrick Kintz) – Devant la montée des populismes dans toute l'Europe et l'impopularité alléguée de l'euro, accusé de tous les maux, depuis la montée des prix et des politiques économiques de rigueur, en passant par l'abandon de la souveraineté nationale, les partisans – au demeurant plus nombreux que leur silence ne le fait croire – tentent de rassurer cette frange de l'opinion publique tentée par un retour en arrière imaginé bénéfique.

Et de doctes esprits d'expliquer que la construction technocratique de la monnaie unique empêche les esprits apeurés de juger sainement son apport au développement économique de l'Union européenne.

Il est, tout d'abord, certain que l'euro n'est pas la panacée vantée par ses thuriféraires inconditionnels. Aucune œuvre humaine n'est en effet exempte de critiques... et quant aux œuvres divines, on les appréciera ultérieurement... Donc l'euro n'est pas sans reproche ! Le développement pour le moins contrasté des économies des 19 pays qui ont adopté la monnaie unique trouverait, selon certains économistes, une partie de ses explications dans la rigidité des règles imposées à tous.

Pour d'autres, c'est l'insuffisance des avancées dans l'approche budgétaire et fiscale des économies membres qui ne peut que déboucher sur une catastrophe ultime.

D'aucuns accusent l'égoïsme des nantis de tirer la couverture à eux. On songe immédiatement à l'Allemagne, accumulant les excédents commerciaux et refusant obstinément comme la fourmi de la fable de partager le pactole avec les moins nantis du « club Med ».

Et les démagogues de tout poil sonnent l'hallali en expliquant du haut de leurs suffisances que l'ignorance des réalités économiques fondamentales des pères fondateurs est à l'origine des difficultés dans lesquelles l'euro va inmanquablement se noyer.

Les docteurs « il faut qu'on... il n'y a qu'à » sont légions et, abasourdis ou admiratifs par les explications techniques avancées dans un langage qui se veut savant, les relais médiatiques véhiculent, sans exercer la moindre critique, le pessimisme de mise.

Entendons-nous bien, il ne s'agit pas de nier les insuffisances, voire quelques erreurs ponctuelles, dont est entachée depuis l'origine cette remarquable avancée que constitue l'euro.

Le sort de la Grèce ne laisse personne indifférent (mais ne peut-on pas faire observer que la participation de ce pays à l'euro était, dès l'origine, problématique de fait que la situation économique et financière réelle avait été quelque peu cachée par leurs gouvernements ?).

Des solutions techniques aux difficultés de l'euro sont suggérées pas les spécialistes universitaires et banquiers. Il n'en sera pas débattu ici. Des avis plus « politiques » sont également avancés. Et l'un d'entre eux est évoqué dans les cercles les plus élevés.

Afin de combattre le pessimisme ou l'hostilité des groupes populistes qui gangrènent l'idéal européen, et pour clarifier, expliquer, légitimer l'euro, ne faudrait-il pas prévoir un cadre « démocratique », « représentatif » composé de délégués dûment assermentés ? En un mot, il manquerait un Parlement de l'euro ! Il suffirait de le créer (bien sûr à Strasbourg...) pour que, par miracle, les opposants à l'harmonisation fiscale d'une part ou ceux qui ont une appétence un peu trop prononcée à la dépense publique trouvent leur chemin de Damas ! Les représentants irlandais accepteraient au sein de ce parlement le rapprochement du taux et de l'assiette de l'impôt sur les sociétés que leurs gouvernements refusent ? Les représentants allemands prendraient à leur charge la dette grecque ?

On objectera bien sûr que c'est à la majorité que tout cela se décidera et que les égoïsmes minoritaires seront impitoyablement balayés. Et il suffit de contre-objecter que les pays (y compris le nôtre qui est aussi réticent devant le respect des règles « bruxelloises ») n'accepteront pas de se laisser embarquer dans une organisation où ils perdraient leur droit de veto... Et s'ils y étaient prêts aujourd'hui, il n'y aurait pas besoin de revenir à un parlement supplémentaire.

Au demeurant, est-il pertinent de proposer le recours à de nouvelles solutions institutionnelles, nécessitant des aménagements du traité, à une époque où l'adhésion à l'idée européenne rencontre pour le moins quelques réticences ?

Ce parlement serait-il élu par les citoyens de l'Union ? La réponse est dans la question. Les élections européennes existantes sont victimes de l'abstention dramatique constatée les jours de vote. Il est donc hors de question d'en rajouter des nouvelles. Serait-il composé de délégués des parlements nationaux concernés, comme autrefois ? Quelle cruelle régression ! Vouloir guérir un défaut de démocratie en écartant encore davantage les citoyens européens est une idée étrange. Croit-on vraiment que les parlementaires nationaux, du fait de leur réunion dans une instance « supranationale », oublieront leurs égoïsmes ?

L'Europe peut continuer à avancer par le mécanisme des coopérations renforcées prévu par le traité de Lisbonne et praticable sans réforme institutionnelle.

Il s'agit de permettre aux États membres qui le souhaitent de mettre en œuvre telle politique commune qu'une partie d'entre eux estime utile. Il en existe déjà (en matière de divorce, de brevet, de taxe sur les transactions financières) même si la réalisation concrète est discutable.

D'autres sont plus que plausibles par exemple, en matière de défense commune, l'approche serait pertinente.

Et pourquoi n'y aurait-il pas un parlement spécifique pour chaque opération ? Une politique de la défense constituerait un élément aussi important que l'euro.

Sans multiplier les exemples, on voit que multiplier les « parlements » est une mauvaise idée.

Se limiter à celui de l'euro ne paraît pas plus sensé : tous les membres ont accepté l'euro dès l'origine à l'exception de la Grande-Bretagne et du Danemark. Ce dernier État est le seul

titulaire de la clause « opting out » après le Brexit. Il reste donc 26 pays concernés dont 19 ont la même monnaie. Pour les 7 restants, les conditions réglementaires (situation de leur économie, déficit budgétaire, dette...) ne sont pas actuellement réunies. Mais ils sont très concernés par le fonctionnement de l'euro, même s'ils ne l'ont pas encore adopté.

On ne peut dès lors pas les exclure d'un « parlement de l'euro ».

Le lieu d'échange, de discussion, d'approche existe : c'est le Parlement actuel, élu au suffrage universel. Et on voudrait lui accoler une ribambelle de sous-assemblées composées de membres désignés. Quelle régression !

Et attention les strasbourgeois : si on vous donne le parlement de l'euro, êtes-vous sûrs de conserver l'autre ? De toute façon, il serait, du point de vue technocratique (!), plus utile de l'installer à ... Francfort pour contrôler la BCE ! Abandonnons cette mauvaise piste...

Patrick Kintz

Contre le populisme, le nationalisme revisité

(Par **Yves Plasseraud**) - La position du philosophe lituanien Leonidas Donskis (1), récemment disparu, sur le nationalisme différait sensiblement de la vulgate répandue parmi les intellectuels de sa génération pour lesquels, trop souvent confondu avec la xénophobie, il est largement discrédité.

Adeptes de la pensée complexe, chère à Edgard Morin, et patriotes lituaniens cosmopolites, Donskis voyait dans le nationalisme autant une ressource qu'une menace.

Une histoire oubliée

Le nationalisme : une menace ! On l'a bien oublié, les responsables politiques n'ont pas toujours pensé ainsi. Les révolutions américaine et française se sont en effet faites, au nom du nationalisme et de la liberté, un duo alors indissociable. Les révolutions de 1830 et de 1848 avaient aussi comme devise liberté et nation et, plus près de nous, lors de la Première Guerre mondiale un pays comme la Pologne est réapparu sur la carte de l'Europe, sous les

bannières conjointes du nationalisme et de la libération. On note le même phénomène en Europe centre-orientale dans les années 1990, notamment durant les « révolutions chantantes » des Pays baltiques.

L'économiste britannique Stuart Mill (1806-1873), le révolutionnaire italien Giuseppe Mazzini (1805-1872) ou plus récemment le philosophe et historien des idées britannique Isaiah Berlin (1909-1997), soulignaient d'ailleurs volontiers, combien le nationalisme s'inscrit dans la dynamique de la modernité. Enfin, rappelons-le, ne fut-ce pas là le fondement même des décolonisations du XIXème siècle ?

Faire de nécessité vertu

Comme le nationalisme paraît être au sein de nos sociétés avancées, un phénomène inévitable, mieux vaut, sans doute en prendre son parti et tenter d'en tirer quelque chose de bon, plutôt que de le vilipender constamment et stérilement. En fait, le nationalisme n'est en lui même ni bon ni mauvais ou plutôt, il est comme Janus, il a plusieurs faces (2). Il convient dans ces conditions de distinguer un nationalisme positif, le patriotisme, et un négatif, la xénophobie. Le patriotisme (l'amour de la patrie) est même un ingrédient indispensable à toute société civile démocratique.

Dangereux universalisme

Il faut ici se pencher sur l'œuvre du philosophe français Etienne Balibar. Pour, celui-ci l'universalisme (3) dont se réclament la plupart des critiques du nationalisme est en pratique largement une illusion. En fait il se révèle souvent plus dangereux que le nationalisme lui même. En effet, par le biais de la communauté, l'universalisme laïque (inscrit lui même dans une société donnée) dont se réclament la plupart des intellectuels européens, est par sa nature même, porteur de violence et d'exclusion.

Les exclus sont en l'occurrence, au nom du principe « pas de liberté pour les ennemis de la liberté » ceux qui refusent ledit universalisme au nom d'une identité particulariste. On se souvient du discours « universaliste » de Moscou à la fin des années 1980, à l'encontre des luttes de libération baltes ou ukrainiennes (4). Dans ces conditions, selon le philosophe français, disqualifier systématiquement ce penchant naturel des peuples ne peut conduire qu'à des dérives racistes et xénophobes tant de la part des minoritaires que des majoritaires.

Vertus de l'enracinement

On doit, au contraire, considérer que la prise en compte de la personnalité collective des groupes minoritaires, voire un certain enracinement (au sens de Simone Weil), constituent un antidote efficace aux dérives tant du fanatisme religieux que de la violence nationaliste. En effet, c'est précisément la perte de repères et l'absence de solidarité de groupe qui, par frustration, précipite tant de jeunes dans la violence. En particulier, les désordres urbains auxquels on assiste aujourd'hui universellement, sont souvent moins encouragés par un excès d'identité, comme on l'entend partout, que par le contrecoup d'une insuffisante reconnaissance identitaire.

Le nationalisme libéral

On se rapproche ici des théories originales et novatrices sur les mérites des nouvelles formes de nationalisme apparues en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Selon le juriste et sociologue allemand Theodor Geiger (5), ce que ce dernier nomme le « nouveau nationalisme » implique une réorientation par intellectuels et leaders politiques des sentiments nationaux vers des considérations internes, assorties d'une diminution corrélative des tendances xénophobes et bellicistes qui étaient la caractéristique des nationalismes des XIXe et XXe siècles (6). Il faut faire en sorte que ces nouveaux nationalistes civiques se préoccupent davantage du progrès social et économique de leur nation que de l'expansion de son territoire ou des querelles avec leurs voisins.

Il faut aussi évoquer à ce sujet les réflexions en matière de nationalisme libéral développées notamment par l'historien australien Stefan Auer (7) et enracinées dans le terreau culturel centre-européen (8).

Ces penseurs du XXIe siècle, philosophes et sociologues, venant de pays libérés du communisme et pour lesquels le nationalisme est encore naturellement vertueux, tournent radicalement le dos aux idées, suggérées par leurs prédécesseurs comme Eric Hobsbawm, Elie Kedourie, Benedict Anderson, Ernest Gellner ou Antony Smith, selon lesquels le nationalisme serait inévitablement un phénomène rétrograde et dangereux.

À les en croire, aux antipodes du nationalisme agressif, le nationalisme libéral ou patriotisme, fondé sur la reconnaissance et le respect des droits individuels, serait au contraire l'un des ingrédients indispensables d'une société pacifique et dynamique. Observons que l'on retrouve ici des conceptions assez proches de celles du philosophe canadien Will Kymlicka, de

son confrère américain Iris Marion Young (9) ou des Français Sylvie Mesure et Alain Renaud, susmentionnés (10). Ils soutiennent qu'une certaine conscience d'appartenance, une fierté de ses origines, un enracinement culturel, notamment par le biais associatif, en tant que facteurs de confiance en soi, fournissent de bons points d'appui pour une insertion réussie dans le tissu social.

Yves Plasseraud

Notes

1. Voir par exemple *Fifteen Letters from the Troubled Modern World*, Verlag Traugott Bautz, Nordhausen, 2103, page 126 s.
2. MARTELLI, Roger, *L'identité, c'est la guerre*, LLL, Paris, 2015, p.113.
3. Voir notamment : *Des universels*, Galilée, Paris, 2016.
4. C.F la blague balte d'alors. Un nationaliste, c'est celui qui parle Lituanien Russe et Anglais, un internationaliste, celui qui ne parle que russe.
5. 1891-1952
6. Voir de CAPOTORTO, James, *What is New Nationalism or is there a New Nationalism ?* in Link, WERNER & FELD, WERNER, J. (Eds.) *The New Nationalism. Implications for Transatlantic Relations*, Pergamon Policies Studies, New York, 1979.
7. *Liberal Nationalism in Central Europe*, Routledge, 2004. Voir aussi : TAMIR, Yael, *Liberal Nationalism*, Princeton, Princeton UP, 1993.
8. Des analyses convergentes ont notamment été menées par les universitaires lituaniens Aleksandras Shtromas, Vytautas Kavolis au sein de l'association Santara sviesa aux États-Unis dans les années 1980. Ces recherches sont poursuivies aujourd'hui par de plus jeunes philosophes, tels Arturas Tereskinas et notre regretté Leonidas Donskis au sein de l'université Vytautas Magnus de Kaunas. Particulièrement dans les doctrines antitotalitaires, portées par des penseurs centre-européens comme Czeclaw Milosz, Adam Michnik, Milan Kundera, Vaclav Havel ou encore Tomas Venclova.
9. *Justice and the Politics of Difference*, Princeton, Princeton UP, 1990.
10. MESURE, Sylvie & RENAUT, Alain, *Alter Ego, Les paradoxes de l'identité démocratique*, Aubier, 1999.

Quel rôle joue les médias audiovisuels

régionaux pour le maintien de l'identité alsacienne ou l'accélération de sa disparition ?

(Par Jean-Pierre Berg) – Un simple observateur vivant dans cette région si spécifique qu'est l'Alsace peut légitimement s'interroger.

Qu'en est-il de l'identité, de la conscience identitaire alsacienne aujourd'hui ?

Il y a moins de 100 ans, au lendemain de la première guerre mondiale, les alsaciens avaient une conscience identitaire très forte. Ils l'ont forgée et affirmée avec courage face aux autorités prussiennes entre 1871 et 1918. Ils l'ont affirmée face aux autorités françaises de la IIIème république "radicale", anti cléricale après 1920 par l'émergence d'un mouvement autonomiste puissant.

Ils avaient une fierté exprimée sans complexes par rapport à leur "Histoire". On la ressent encore aujourd'hui chez nombre d'alsaciens. Que se soit par rapport : à la richesse et l'originalité de la gestion des villes de la Décapole à la renaissance dans le cadre du Saint Empire Romain Germanique ; au rôle joué dans l'aventure de l'imprimerie et de la réforme protestante ; à l'adhésion à l'esprit des lumières et l'idéal révolutionnaire français de liberté ; à la contribution des industriels et banquiers alsaciens au développement économique au 19ème siècle ; à la contribution de la vitalité de la recherche universitaire qui a généré 6 prix Nobel en un siècle dans cette petite région ; à l'originalité de la vie intellectuelle, littéraire en particulier par la production d'œuvres en 3 langues (français/allemand/alsacien).

Tout cela a été profondément remis en cause par l'arrivée au pouvoir du national socialisme en Allemagne en 1933 et le cortège de malheurs et de bouleversements engendrés par la 2ème guerre mondiale. Notamment l'annexion de l'Alsace au 3ème Reich en 1940 et l'incorporation de force de toute une génération de jeunes alsaciens. Cette Identité bafouée a été une faute indélébile, d'où rejet...

Depuis 1945 le retour et l'intégration à la France se sont faits par assimilation... progressive. Sur le plan des médias on peut considérer que jusqu'en 1959 une certaine continuité a prévalu avec la période de l'avant guerre. Radio Strasbourg (puisque la télévision ne se

développera qu'entre 1955 et 1965) est très écouté. La station produit des émissions de qualité en alsacien et en français : théâtre, sketches, variétés. Il y a un bulletin d'information en allemand. L'orchestre Radiosymphonique de Strasbourg est une référence. Tout le monde en Alsace connaît les premières notes de l'indicatif de radio Strasbourg "S'Elsass unser Landel" (do/la-la/sib/sol/do). Tout le monde écoute "radio Krutenau". Tout le monde se réjouit de suivre à la radio les facéties de Germain Muller et de ses acolytes dans des pièces de théâtre et sketches grinçants produits après guerre. Tout le monde connaît le nom des animateurs dont la voie leur est familière. Je pense en particulier à Jean-Paul Gunstett (qui est encore parmi nous) et à bien d'autres.

Les choses ont changé radicalement à partir de 1959 par une "reprise en mains" et un alignement selon des critères nationaux. Peut-on y voir un lien avec l'avènement de la 5ème république en 1958 ? À voir plus en détail.

Aujourd'hui qu'en est-il de l'identité alsacienne ? Quel rôle jouent les médias audiovisuels régionaux pour son maintien ou l'accélération de sa disparition ? La question est d'autant plus importante que la création de la nouvelle région "Grand Est" en 2016 - qui englobe l'Alsace, la Lorraine et l'ancienne région Champagne-Ardenne - a fait disparaître une représentation politique propre à l'Alsace. Donc, à terme on peut craindre une disparition du peu d'audiovisuel public propre à l'Alsace : France 3 Alsace et France Bleu Alsace.

Au fait, avons-nous de vrais médias audiovisuels publics propres à l'Alsace, dignes de ce nom ? Quelle est leur contribution à l'animation de la vie politique, à la diffusion de la langue et la culture régionale, à la présentation des enjeux économiques, à la valorisation de notre patrimoine historique, de la vie culturelle de notre région ? Assurément la réponse est négative !

La situation est très insatisfaisante car ce qui frappe c'est, sauf exception, l'illisibilité, la pauvreté de la programmation en dépit des efforts faits en matière d'information régionale et le temps restreint de "décrochage" au bénéfice de l'antenne régionale par rapport au réseau national. Ce n'est pas la programmation de l'un ou l'autre magazine qui modifie l'impression d'ensemble. Ce n'est pas la peine de faire la comptabilité des heures de diffusion. On sent que les médias audiovisuels publics régionaux français souffrent d'un manque de moyens budgétaires ; qu'ils sont "plaqués" dans le paysage audiovisuel ; qu'ils ne font pas corps avec la région ; qu'ils ne sont pas enracinés et donc pas appropriés par les alsaciens. Cela est vrai des présentateurs télé et plus encore des présentateurs radio, qui nous apparaissent totalement anonymes, hors sol. Une simple observation montre que FR3 et France Bleu Alsace ne sont pas une vraie télévision et une vraie radio régionales mais une chaîne et une

station nationales qui comprend chacune dans sa programmation des décrochages régionaux limités dans le temps à certaines heures plutôt de faible écoute. La programmation radio par exemple se concentre sur la chanson française et des informations pratiques (route, sorties, cuisine, jeux...). Je ne veux pas avoir la cruauté d'esquisser une comparaison avec l'organisation et les moyens du SWR en Allemagne.

Ce qui frappe, c'est l'indifférence de la classe politique alsacienne par rapport à ce sujet. Pourtant il est essentiel puisqu'il s'agit rien de moins que de la survie de l'identité culturelle et linguistique de l'Alsace.

Au niveau de certains élus et de certains partis on sent même une certaine hostilité par rapport à une affirmation forte de l'identité, de la langue et la culture régionale par peur pour l'unité nationale qui n'est pourtant en rien menacée. Au contraire, on ne devrait que se féliciter de la richesse de la diversité régionale en France ; de la contribution de cette diversité au rayonnement et à l'image du pays.

Ce qui frappe encore plus, c'est l'indifférence, le manque d'engagement, le renoncement de la part d'une majorité de la population alsacienne pour le maintien et le rayonnement de sa propre culture : pour continuer à s'exprimer dans sa langue maternelle ; pour perpétuer ses propres traditions. C'est une situation qui est rarissime. La raison qui est souvent avancée c'est le souhait de ne pas se singulariser, de s'intégrer, "d'être comme les autres". Sur ce plan, la réussite est totale.

"Un peuple qui n'a pas de mémoire, n'a pas d'avenir" répète-t-on souvent.

Il est vrai que ni le système d'enseignement national, ni les médias audiovisuels régionaux ne font la place qu'il faudrait à l'histoire, la géographie, l'économie, la langue et la culture régionale sous toutes ses formes. La transmission de cet héritage unique va donc être rapidement interrompu.

Au niveau de l'audiovisuel régional public on a comme l'impression que tout est organisé de telle façon que les auditeurs et téléspectateurs un peu "exigeants" au niveau de la qualité se tournent tout naturellement vers les médias nationaux.

Par ailleurs on observe que les médias régionaux privés tant au niveau de la télévision que de la radio, ne sont intéressés que par certaines catégories, certains segments d'auditeurs/téléspectateurs comme les jeunes, les sportifs, les adeptes de chansons. Il ne sont pas intéressés à faire revivre et développer les différentes facettes de notre culture

régionale.

Pourtant il y aurait de quoi faire ! La matière est là, inexploitée dans tous les domaines. Par exemple au niveau :

CULTUREL

Le théâtre

Aucune pièce en alsacien n'est jamais programmée par France 3 ni en direct, ni après enregistrement, alors que le théâtre alsacien est très vivant avec ses nombreuses troupes à travers toute la région. Je pense au théâtre qui, à l'opéra du Rhin saison après saison présente des pièces classiques du répertoire régional, par exemple de G. Stoskopf, mais aussi aux revues satiriques du théâtre de la Choucrouterie qui seraient ainsi accessibles aux personnes âgées qui ont des difficultés à se déplacer.

Musique et chorales

L'intérêt pour la musique et le chant choral est une spécificité alsacienne. Il y a 1 400 chorales en Alsace et 36 000 choristes.

Il y a aussi un nombre impressionnant d'ensembles musicaux, de groupes de jeunes qui cherchent à obtenir de la visibilité. Que ce soit des ensembles de musique classique, moderne, ou folklorique.

Aucune plage horaire radio ou télé n'est consacrée à ces ensembles orchestraux, en particulier à la musique folklorique, ni aux chorales laïques ou religieuses. Pourtant tout cela est une mine d'or pour les médias régionaux. Au delà de la diffusion des spectacles on pourrait organiser des concours, interviewer des chefs de chœurs, des chefs d'orchestre, des solistes. Susciter des vocations au niveau de la jeunesse.

LA littérature et la création artistique

La littérature alsacienne est riche de son ancienneté puisque ses débuts remontent au moyen âge. Elle est trilingue -allemand, alsacien, français-. L'expression linguistique alsacienne est suivant le cas, tout à la fois, savoureuse, truculente, imagée et poétique. Les auteurs de toutes les 3 expressions linguistiques méritent d'être connus.

Malheureusement aucun média audiovisuel régional n'a jamais programmé de magazine littéraire permettant la présentation d'un auteur, d'une œuvre, d'un courant de pensée qui

s'inscrirait par exemple dans l'espace rhénan. Je pense aux frères Matthis, à André Weckmann, à René Schickelé et bien d'autres.

Il en est de même pour d'autres créateurs, qu'il s'agisse de peintres, de sculpteurs, etc...Je pense à Tomi Ungerer.

HISTOIRE ET TOURISME

Le souvenir de la programmation d'une émission entièrement consacrée à un événement historique significatif autre que lié à la première ou la seconde guerre mondiale échappe à la plupart d'entre nous. Et pourtant, l'Alsace a une histoire très riche depuis son appartenance au Saint Empire, à son incorporation au Royaume de France. Il y a une foule d'événements et de personnages régionaux qui mériteraient qu'on en parle d'une manière ou d'une autre. D'autant que l'évocation historique peut-être au service de l'éducation populaire et du tourisme (présentation de villes/villages, jeux, concours).

Je pense à la bataille de Hausbergen en 1262 ; à la construction de la cathédrale de Strasbourg ; à la guerre des paysans en 1525 ; au rôle de Lazare de Swendi auprès de Charles Quint ; à la présentation des œuvres et expositions des musées ; au rôle de pionnier en matière pédagogique du pasteur Oberlin au 18ème siècle ; aux multiples facettes d'A. Schweitzer, etc. Dans ce contexte on peut aussi s'interroger pour savoir si en cette année 2017, à l'occasion du 500ème anniversaire de la proclamation des thèses de Luther, les médias audiovisuels régionaux envisagent une émission sur le protestantisme en Alsace.

SPORT

Tout le monde sait qu'au niveau de la notoriété le champion de rally automobile Sébastien Loeb est plus connu en Alsace qu'Albert Schweitzer !

Aujourd'hui il n'y a pas un domaine plus porteur au niveau régional et local auprès des jeunes et des moins jeunes que le sport et la compétition sportive ?

Et pourtant, France 3 Alsace ne retransmet pas de matchs en direct. Que ce soit pour le football, le basket, le handball, le hockey ou d'autres sports. Quel est le problème ? Est-ce que les fédérations sportives régionales ne sont pas demandeuses ? Est-ce une question de droits de retransmission à payer aux fédérations ? Est-ce une question liée à l'absence d'autonomie de programmation de France 3 Alsace ? Est-ce plutôt le fait que la direction

nationale de la chaîne veut donner la priorité à la programmation nationale ?

C'est ainsi qu'il y a quelques mois il n'y a pas eu de décrochage régional pour permettre aux téléspectateurs alsaciens et particulièrement ceux de "l'Alsace bossue" de suivre sur l'écran le match de 16ème de finale de la Coupe de France entre Sarre Union et Lorient.

Par contre ces mêmes téléspectateurs ont pu voir au même moment dans le cadre de la programmation nationale un match de 1ère division entre le PSG et une autre équipe. Tout est dit !

VIE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

Il manque une plage horaire permanente pour une émission régulière centrée sur l'économie régionale alsacienne. Ses défis, ses succès, ses problèmes. Une foule de questions se posent en permanence au niveau global, au niveau des branches d'activités et au niveau des entreprises.

Par exemple, que représente la création de la Région Grand Est pour l'économie alsacienne ? Quelles opportunités ?

Mais aussi une interrogation ! Représente-t-elle un gain ou une perte d'image pour les investisseurs internationaux intéressés à produire en Alsace ? Quelles conséquences sur la coopération avec les entreprises allemandes et suisses ? L'économie alsacienne va-t-elle davantage se tourner vers l'Ouest, se détourner de l'Est ? Qu'en est-il de l'adaptation des formations techniques et linguistiques ? Qu'en est-il de l'évolution du marché de l'emploi, notamment transfrontalier ?

Bon nombre de téléspectateurs se posent ces questions.

Une telle émission régulière permettrait aux acteurs clé au niveau régional : chefs d'entreprises, syndicalistes, économistes universitaires, autorités publiques, de familiariser les téléspectateurs avec la réalité de l'économie alsacienne, ses problèmes sectoriels de reconversion et d'adaptation à la concurrence, aux défis écologiques, aux exigences sociales. De présenter les forces, les faiblesses, les projets et les succès des entreprises. Elle serait une tribune, un cadre de débat sur la base de reportages documentaires, d'interviews à réaliser par les équipes de France 3 Alsace.

VIE POLITIQUE

À quand la retransmission en direct des travaux des deux Conseils départementaux et du Conseil régional comme sont retransmis les travaux de l'Assemblée Nationale.

Au delà de cela, il faut savoir que le téléspectateur-citoyen ne veut plus seulement être informé sur un sujet majeur en 2 minutes dans un journal télévisé de 20 mn.

Il souhaite comprendre les enjeux des questions d'actualité régionale par des interviews et mieux encore, des débats à organiser par les médias audiovisuels régionaux au même titre que sont organisés des débats sur les chaînes nationales sur les enjeux nationaux. Il souhaite participer directement. France 3 Alsace répond déjà partiellement à cette question. En effet FR3 programme un débat + ou - politique le samedi matin "la voie est libre".

Malheureusement à une heure de faible audience. À titre d'exemple, nombre de questions régionales justifient d'éclairer le téléspectateur : Quel sentiment par rapport à la Grande région ? Comment revenir à une représentation politique propre à la Région Alsace seule ? Pourquoi fermer Fessenheim ? Quelles énergies alternatives doivent être développées au niveau régional avec le concours des habitants ? Quel rôle pour les habitants en matière d'économies et de production d'énergie ? Grand Contournement Est, pourquoi ? Y a-t-il une alternative ?

En fait il faut bien constater que les médias audiovisuels régionaux ne sont pas utilisés d'une manière optimale pour faire connaître aux auditeurs/téléspectateurs les personnalités politiques et les décideurs de leur région. Il y a incontestablement des progrès à faire dans ce domaine dans l'intérêt de tous et surtout de la démocratie.

Finalement, l'alternative est assez simple.

Voulons-nous de vrais médias audiovisuels publics propres à l'Alsace, dignes de ce nom qui par leur moyens budgétaires, leur durée de diffusion, leur capacité de décision en matière de programmation constituent une contribution importante à la transparence de la vie politique, à la diffusion de la langue et la culture régionale, à la présentation des enjeux économiques, à la valorisation de notre patrimoine historique, et donc de la vie culturelle de notre région ?

Ou, sommes-nous d'accord pour nous contenter de la situation insatisfaisante actuelle ?

N'est-ce pas finalement le rôle des hommes/femmes politiques d'être les "porte-parole" de la volonté générale ?

Encore faut-il que cette volonté existe et s'exprime ! Il n'y a pas de démocratie sans engagement.

Jean-Pierre Berg

Contre la vignette allemande

La vignette allemande pour les voitures va arriver. Et elle sera chère pour les usagers Alsaciens (jusqu'à 130 € l'an), qui pour des raisons de travail, d'achats, de tourisme et de loisir ou pour toute activité économique franchiront la frontière. Tiens, il existe donc encore des frontières. Cette « PKW Maut » est discriminatoire, parce qu'elle est fondée sur la nationalité. Elle est contraire au droit européen, en ce qu'elle privilégie les usagers allemands. En effet, ces derniers, également soumis à la « Maut », profiteront d'une ristourne fiscale et n'auront donc pas, en la matière, de charges supplémentaires à supporter.

À notre connaissance plusieurs députés européens, mais pas des Français, ont à ce sujet alerté la Commission européenne. Il en est de même pour plusieurs pays européens ayant une frontière commune avec l'Allemagne, à l'exclusion de la France. L'Autriche, par exemple, menace l'Allemagne d'un recours devant la justice européenne. On s'étonne du silence français et de l'inaction de nos députés européens, comme de celui de la classe politique et du monde économique en général. Personne en Alsace pour défendre les intérêts alsaciens ? Il est vrai que désormais « l'Alsace n'existe plus », selon les propos du président Hollande. Pour la faire exister, il nous faut, nous citoyens Alsaciens, nous solidariser et nous mobiliser pour faire apparaître de fortes demandes de défense des intérêts alsaciens !

Pétition ICA 2010

Nous, signataires de la présente pétition, demandons au gouvernement français et aux députés français au Parlement européen, à la classe politique et au monde économique en général de se soucier des frontaliers alsaciens et d'entreprendre toutes les démarches possibles pour qu'au moins dans les espaces transfrontaliers soit mise en place une disposition exonérant les usagers des routes allemandes ou une ristourne fiscale à leur profit. Lien court, à signer sur Change.org : <https://goo.gl/fUc2OE>

Territoires et extrême droite : L'Allemagne aussi

(Par Alain Howiller) – Les élections présidentielles ont souligné, combien la « porosité » s'était installée entre les territoires ruraux, les zones périurbaines et le Front national : à telle enseigne que certains médias, en commentant les résultats de l'élection, n'ont pas hésité à parler d'un « Macron des villes » et d'un « F.N. des campagnes ».

Si le résultat final a un peu corrigé cette appréciation lapidaire, il n'en demeure pas moins que, comme le soulignait, le politologue Pascal Perineau, créateur du « Centre de recherches sur la vie politique (CEVIPOF-Sciences Po-Paris), « ... (les zones rurales qui ont voté FN...) sont des zones sinistrées qui souffrent depuis des décennies des ravages de la désindustrialisation, où les ouvriers et les employés sont nombreux. Et ce sont eux qui ont voté majoritairement Le Pen... Ce sont des endroits où la crise rurale est très forte. S'ajoutent à cela des problématiques de périphéries urbaines. Cela concerne des communes apparemment rurales, mais peuplées par des urbains qui s'éloignent chaque fois un peu plus des centres-villes avec un clivage territorial qui s'accroît. »

Pour une « Fraternité des Territoires » !

Certes le phénomène n'est pas nouveau et s'il n'a jamais été aussi fort, sa prise de conscience liée à des mesures concrètes à travers les « Pactes de Ruralité » est, elle, récente. Le nouveau Président de la République évoquant une « fraternité des territoires » a pris des engagements pour faire de la « France de la Ruralité, une France de la réussite. » Il a évoqué la lutte contre l'isolement par des investissements sur les infrastructures (routes, fer, développement numérique...). Il veut se battre contre la dégradation économique, par la reconversion des activités agricoles et industrielles, par les créations d'emplois grâce à ces soutiens adaptés et à des programmes de formation en faveur des salariés.

Il veut promouvoir cette France rurale qui se sent abandonnée, éloignée des centres de décision, qui souffre de la dégradation des services publics, de la disparition des commerces, du déclin des activités en général, de la fermeture des classes voire des écoles. Il n'y aura plus de fermetures d'écoles a-t-il promis et la création de « Maisons de Service » et de « Maisons de la Santé » apportera sa contribution à la lutte contre le repli vers les centres urbains plus importants. Promesses ? Engagements ? Le quinquennat qui s'engage répondra

de la reconquête promise des campagnes.

Il y a quelques semaines, la publication – ignorée de ce côté-ci du Rhin (pour cause de campagne électorale) – d’un document interne à la CDU, a mis en relief que la corrélation entre vote extrême et « territoires » se pose de manière comparable de part et d’autre de l’axe rhénan même : d’un côté comme de l’autre de la frontière, on a déjà engagé – (les mesures prises au Bade-Wurtemberg comme en Alsace peuvent en témoigner) – des dispositifs en faveur de la lutte contre les effets de la désertification rurale et la crise dans les territoires ruraux, mais leur prise en compte par l’opinion semble tarder à imprégner le terrain de la réalité politique.

Quelques idées fortes de la CDU...

Il en va, apparemment, de même de part et d’autre du Rhin. C’est ainsi que le document interne à la CDU évoque le projet des démocrates-chrétiens (CDU/CSU) de créer, une fois gagnées les élections pour le renouvellement du Bundestag du 24 septembre, un ministère fédéral de la « la patrie » (« Heimat »), en transformant notamment le titre du Ministère de l’Agriculture qui deviendrait : « Landwirtschaftliches Ministerium für Ernährung, Landwirtschaft, ländliche Räume und Heimat ». Si l’adjonction du terme de « Heimat » donne déjà une idée de l’orientation recherchée face notamment au parti d’extrême droite « Alternative für Deutschland-AfD », le « père » du projet apporte les précisions qu’on attendait. Soulignant qu’il s’agit de renforcer l’attractivité de la vie à la campagne, Mike Mohring, chef de la fraction CDU dans le land de Thuringe, souligne : « Là où l’État se retire du territoire rural, les populistes s’installent facilement. Nous ne les laisserons pas s’installer dans les lieux retirés et dans les petites villes. »

Volker Kauder, président du groupe CDU/CSU du Parlement fédéral, de son côté, met en garde contre une division de l’Allemagne qui pourrait se concrétiser si les territoires ruraux n’étaient pas renforcés : « L’Allemagne ne doit en aucun cas » insiste Kauder « devenir un pays où domineraient en majorité des pôles de croissance (« Ballungsraum ») alors que la situation des habitants dans les territoires ruraux se dégrader. »

Pas de convergence franco-allemande sur les fusions de régions

!

L'année dernière, au colloque organisé à l'École Nationale d'Administration (E.N.A), sur le thème « La région du Grand Est et ses voisins : nouvelles dimensions, nouvelles opportunités ? », Jean Christophe Baudoin, Directeur des stratégies territoriales du Commissariat à l'Égalité des Territoires (services du Premier ministre) ne disait pas autre chose... la connotation proprement politique en moins ! Il avait développé les actions qui tendaient à ne pas réserver le monopole de la croissance aux métropoles : ces dernières restent des moteurs de développement, mais l'aménagement du territoire ne doit pas, pour autant, oublier la solidarité en faveur de la « France des ruralités ».

Voilà, une convergence franco-allemande qu'il n'était peut-être pas inutile de souligner, en regrettant que la convergence ne se soit pas étendue aux oppositions que responsables et opinion ne cessent de marquer au projet -éternellement remis- de fusionner, pour des raisons économiques, un certain nombre de « Länder » comme la Sarre avec la Rhénanie-Palatinat ou le Land de Rhénanie du Nord Westphalie (NRW), la Saxe avec la Thuringe ou le Land de Saxe-Anhalt, Brême avec la Basse-Saxe, etc. Face aux projets, c'est Malu Dreyer, la Présidente SPD du Land de Rhénanie Palatinat qui a incarné la sagesse en déclarant : « On ne fusionne pas des régions, pour les seules raisons économiques ou fiscales, il faut encore que les cœurs adhèrent à l'idée ». Un rappel pour le Grand Est ?

Alain Howiller

L'Alsace malade de la métropolisation

(Par Vincent Goulet) - Les résultats de l'élection présidentielle confirment ce que beaucoup d'observateurs avaient déjà mis en évidence : la priorité donnée aux grandes métropoles détruit le tissu social, accentue les inégalités, entraîne une relégation objective mais aussi un sentiment plus subjectif d'abandon qui alimente le vote en faveur du Front National. L'Alsace est un cas d'école, avec une métropole surpuissante, Strasbourg, qui s'oppose au reste du territoire, beaucoup moins bien loti. Il devient urgent de repenser entièrement toute la politique d'aménagement du territoire.

Les chercheurs Fabien Escalona et Mathieu Vieira ont qualifié d'« idéopôles », ces métropoles qui concentrent les activités et les groupes sociaux typiques de l'économie post-industrielle et de la mondialisation (1).

À l'opposé de ces centres urbains ultra-compétitifs au plan international, le géographe Christophe Gully a popularisé la notion de « France périphérique », dont les habitants éloignés de lieux de culture et de dynamisme économique subissent une forme de déclassement social. Si son analyse doit être fortement nuancée (2), le vote alsacien de la récente présidentielle vient étayer cette opposition entre « métropole » et « périphérie », montrant le danger de la politique de l'État français qui, depuis les années 1990, a choisi de privilégier ces « idéopôles » au détriment des autres territoires.

Le vote alsacien à la présidentielle

Jacques Fortier a proposé dans les DNA du 25 avril une analyse assez approfondie du vote du premier tour de la présidentielle (3.)

Marine Le Pen arrive en tête dans neuf des quinze circonscriptions alsaciennes, les plus « rurales » et les plus éloignées de la Suisse (et de son florissant marché de l'emploi pour les frontaliers). À l'opposé du spectre politique, Emmanuel Macron obtient la première place dans les trois circonscriptions de l'Eurométropole de Strasbourg.

On peut ajouter à ce tableau quelques éléments plus localisés :

Dans la ville de Mulhouse, qui n'est pas une « idéopôle », loin s'en faut, mais qui est la deuxième agglomération d'Alsace (et de la Région Grand Est), Jean-Luc Mélenchon arrive *ex-aequo* avec E. Macron. En revanche, dans la banlieue reculée de l'agglomération de Mulhouse, en particulier dans le bassin potassique désindustrialisé et bien mal relié à la ville centre, Le Pen dépasse la moitié des suffrages exprimés : 56 % à Wittelsheim et Ungersheim, 51 % à Wittenheim.

Dans les petites villes du Haut-Rhin, elles aussi mal reliés aux deux villes centres du département, Le Pen arrive en tête : Rouffach, Guebwiller, Ensisheim, Fessenheim...

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce vote en faveur du FN qui, comme l'explique Fabien Escalona, s'est présenté comme « l'antagoniste de ce centre élitare, non pas en défendant réellement les acquis des subalternes, mais en leur promettant le salut par le refus de la projection dans la mondialité ». On a vu que l'enclavement et le manque de moyen de transport semblait crucial, mais aussi la faiblesse des investissements consentis dans ces territoires non métropolitains.

En janvier 2015, la Caisse des Dépôts, le bras financier de l'État, annonçait la signature de 5

contrats de prêts pluriannuels d'un montant total de 122 M€ pour financer des projets d'investissement de long terme à Strasbourg/Eurométropole. Ces prêts « proposés à des conditions particulièrement avantageuses permettront à l'Eurométropole et à la Ville de Strasbourg de financer des projets stratégiques pour la compétitivité, l'attractivité et la cohésion sociale du territoire de l'agglomération strasbourgeoise », claironne le communiqué de presse (4).

Au même moment quels investissements de la Caisse des Dépôts dans le reste du Bas Rhin ? Dans le Haut-Rhin ? Hormis le financement traditionnel du secteur social, on peine à en trouver sur le site de la Caisse des Dépôts, à part la goutte d'eau d'un investissement de 350 000 € pour la pépinière numérique « Km0 » (5) à Mulhouse.

Comment s'étonner du sentiment de frustration des Alsaciens qui n'habitent pas Strasbourg ?

Que faire ?

Il est urgent de rompre avec cette politique centraliste et injuste pour :

- Investir dans tous les territoires, travailler à l'égalité des habitants devant les services publics, développer les réseaux de transports collectifs (il ne suffit pas de construire des réseaux à haut débit pour créer du lien social !). En Bade, de l'autre côté du Rhin, où le tissu urbain est proche de l'alsacien, on compte dix fois plus de trains régionaux et de lignes de bus, une tarification régional qui incite à la mobilité. Le territoire est irrigué, les déplacements de travail et loisir facilités.
- Repenser un découpage institutionnel qui permette une expression démocratique et un véritable investissement citoyen dans les territoires : en revenant à une région Alsace qui correspond à une histoire et une culture, en construisant des agglomérations et des intercommunalités à taille humaine, qui ont du sens et qui puissent être démocratisées.

Vincent Goulet

Notes

1. <https://jean-jaures.org/nos-productions/les-ideopoles-laboratoires-de-la-recomposition-de-l-electorat-socialiste-et>

<https://www.mediapart.fr/journal/france/040517/les-ideopoles-s-affirment-entre-macron-et-melenchon?onglet=full>

2. Voir à ce propos l'excellent papier de Éric

Charmes : <http://www.laviedesidees.fr/Une-France-contre-l-autre.html>

3. <http://www.dna.fr/politique/2017/04/25/legislatives-le-vrai-scrutin-decisif>

4. http://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/medias/cp_et_dp/cp_prets_strasbourg.pdf

5. <http://actionsterritoires.caissedesdepots.fr/projets/644/pole-numerique-km0-a-mulhouse>

L'Alsace et les présidentielles

(Par Jean-Marie Woehrling) – On le sait, les mouvements régionalistes alsaciens, se sont divisés quant à l'attitude à adopter face aux élections présidentielles.

Ne parlons pas du petit groupuscule qui a appelé à voter Le Pen ; il est heureusement à tous égards insignifiant. Reste ceux qui ont opté pour Macron dès le premier tour et ceux qui ont préconisé l'abstention, le vote blanc ou nul, même au 2e tour.

Les deux tendances partageaient leur scepticisme à l'égard de Macron quant à son attention à la question régionale et plus particulièrement à la situation de l'Alsace ; elles étaient également incrédules quant à la volonté de celui-ci de remettre en cause la monarchie présidentielle.

Cette déception a conduit Unser Land à refuser ses voix à Macron même au 2e tour.

Divers autres courants, auxquels adhère l'auteur de ces lignes, ont par contre clairement opté pour le vote Macron pour les raisons suivantes : Macron était le seul candidat à s'être déclaré clairement et fortement européen. Pour un Alsacien conscient de l'identité de l'Alsace, cet aspect est fondamental. Au passage, est-ce par hasard qu'on a vu fleurir sur les murs de la Ville de Strasbourg des affiches rappelant le mot de Pflimlin « je suis Européen parce que je suis Alsacien ». Pour un Alsacien, l'avenir de l'Europe est plus important même que l'avenir de l'Alsace.

- Macron était le meilleur rempart contre le Front national. Or, l'alerte a été chaude, le danger considérable. Impossible d'accepter de jouer avec le feu quand on a une conscience historique de ce qui s'est passé en 1933. Élu, Le Pen n'aurait pas hésité à

faire un coup d'État et d'entraîner le pays dans une guerre civile. Il était irresponsable dans ces conditions de se laver les mains et de laisser à d'autres le soin d'écarter la menace par le vote en faveur de Macron.

- L'abstention (ou le vote blanc/nul) n'est pas une solution politiquement efficace pour influencer les résultats du scrutin. Se priver de voix alors que l'on se plaint du caractère insuffisamment démocratique du système est paradoxal surtout de la part de mouvements politiques. De fait, l'abstention politique a été noyée dans l'abstention d'indifférence.
- L'élection de Macron ouvre une perspective de « désynchronisation » de la présidence et de l'Assemblée Nationale si celle-ci ne comporte pas de majorité clairement définie, ce qui peut ouvrir la voie à de nouvelles stratégies en faveur des régions.

Au plan des résultats du scrutin au niveau régional, aucune de ces deux tendances ne se manifeste clairement. Le vote d'abstention, de blanc ou de nuls n'est guère différent que dans le reste du pays (un peu plus de blancs et nuls et un peu moins d'abstention). Quant au vote Macron, il est un peu plus faible (5 points) que dans le reste du pays. Les appels des mouvements régionalistes ne se sont donc guère illustrés dans les urnes, face à d'autres facteurs plus déterminants.

Malheureusement, le fait marquant pour l'Alsace reste le fort vote Le Pen tant au 1er et au 2e tour. Certes, par rapport à la fin des années 1990, cette caractéristique alsacienne s'est fortement affaiblie : L'Alsace n'est plus en tête. Son vote « Front National » est dans la moyenne de la partie est de la France. On reste cependant frappé par l'importance de ce vote d'autant qu'il s'exprime de façon particulièrement forte dans les parties de la région les moins touchées par la francisation et la globalisation. Les villes ont voté Macron, les zones périurbaines Fillon et les campagnes ou les vallées Le Pen. Déjà au début des années 1990, nous avons dénoncé l'explication anti régionale et anti allemande consistant à expliquer le vote Front National par la mentalité « germanique » de la population alsacienne. Au regard de l'importance de ce vote dans de nombreux départements « bien français » le côté ridicule d'une telle explication est désormais patent. On reste cependant abasourdi que des « bons Alsaciens » attachés à leur région, à l'Europe, à notre tradition humaniste, votent Front national en si grand nombre, alors que ce parti est anti régional, anti européen, et dépourvu de compassion pour les situations humanitaires. Les explications se trouvent en Alsace comme dans le reste du pays dans l'incrédulité d'une masse croissante de citoyens face aux partis traditionnels, dans le sentiment de dégradation de la situation et dans l'inquiétude suscitée par une présence croissante d'étrangers. En Alsace, le sentiment d'une dégradation correspond à une réalité forte : certes notre situation économique n'est pas plus mauvaise que dans d'autres parties du territoire, mais nous sommes partis de plus haut et nous voyons

que nos voisins eux réussissent bien mieux. Le problème n'est pas seulement matériel : beaucoup de personnes ont le sentiment d'une crise d'ordre culturel. C'est à raison que l'on parle d'un sentiment de malaise identitaire : en Alsace, ce malaise est double : il porte à la fois sur le niveau national et sur le niveau régional. Pour beaucoup d'Alsaciens complexés, le vote Front national leur donne la possibilité d'affirmer à la fois leur refus du système et leur fidélité à la France. À cet égard, ce vote retrouve les mêmes bases que le vote gaulliste : rejeter le système des partis et critiquer le pays tout en se référant à une légitimité nationale ; contester tout en faisant appel à l'autorité. Pour faire baisser ce vote, les arguments rationnels sont sans effet et les accusations de racisme contre productifs. Il faut redonner aux populations concernées fierté et confiance. La prise de conscience régionale peut être un moyen important à cet égard.

On l'a vu, cette élection présidentielle n'a guère été positive sur ce dernier plan. Théoriquement, les législatives offrent un meilleur contexte car le débat va être davantage localisé au plan des différentes circonscriptions législatives. Le grand nombre de candidats peut offrir des opportunités pour l'affirmation d'une revendication régionale. Les candidats devront cette fois clairement s'exprimer sur leur vision de l'avenir de l'Alsace. Contraints à la marginalité pendant les élections présidentielles, les partisans d'une Alsace Nouvelle doivent maintenant se faire entendre fortement et montrer qu'ils peuvent jouer un rôle d'arbitre dans bien des circonscriptions.

Parole interdite

(Par Sylvie Reff-Stern) – Ne pourrait-on pas dire qu'une parole non entendue est en fait une parole interdite ? Comme celle exprimée dans ces centaines de milliers de signatures envoyées à Paris pour exprimer le refus de cette fusion imposée ? Des signatures ignorées, méprisées. Tout comme le gouvernement de Vichy ignora l'annexion.

Les Alsaciens n'existent pas. Un ministre l'a d'ailleurs confirmé.

Le mariage forcé (vraiment pas consommable) de cette fusion nous ramène avec une heureuse brutalité à notre histoire. C'est que ma classe d'âge a surgi du silence : celui de la parole interdite des pères, et de son impossible transmission. Grande était la tentation de se taire aussi.

Mais en Alsace on chante ce qu'on ne peut pas dire. Surtout les femmes, plus proches des

sources : celles du langage, de la conscience, de ces gestes quotidiens où se transmet l'essentiel, d'une culture et de son parfum de vie. Ne sont-ce pas elles d'abord qui transmettent ? La langue, le sens des gestes, elles qui nourrissent les cœurs de chants et la mémoire de contes et d'Histoire : pas celle des manuels officiels qui ne dit jamais rien de notre histoire, mais celle qui se transmet de bouche à oreille, de cœur à cœur.

C'est ainsi que dès mes années d'université, en 1965, je commençais à créer mes chansons en alsacien. La langue française avait beau être qualifiée de plus belle langue du monde, elle ne suffisait pas à exprimer le joyeux torrent surgi des profondeurs, elle ne collait pas aux choses. Elle récitait et jasait sur nous en nous ignorant. À croire qu'elle ne nous aimait pas. Il manquait l'essentiel.

Cette langue française foisonnait de poèmes magnifiques, et nous n'avions rien pour dire la beauté douloureuse de notre histoire et de nos vies.

Jalouse pour les miens, je souhaitais en faire autant en alsacien. Au cours de ces années d'université dont les étés se passaient sur des chantiers de jeunesse à travers toute l'Europe naissante, je chantais tout ce qui touche à nos vies : nos quotidiens, notre vécu, le courage, notre langue, la nature menacée, les ouvriers étrangers, notre histoire mais aussi celle des autres avec les Mères de Mai, Solidarnosc, la Bosnie, la Tchétchénie.

Mes premiers livres venaient de sortir en français à Paris, mais j'étais heureuse de montrer que l'on pouvait tout exprimer en alsacien. La construction de la centrale de Fessenheim provoqua une prise de conscience des trois côtés du Rhin, où poètes et chanteurs s'unirent de comprendre que leur langue maternelle possédait une puissance d'émotion et de conviction surgie des racines de l'être, bien plus efficace que le vernis langagier imposé par la loi.

Des festivals de chansons comme Schelige singt immer noch et Summerlied créé par le courageux Jacques Schleef en assurèrent le relais, sans oublier de rares éditeurs généreux comme Armand Peter ou des revues comme Land un Sproch un d'Heimet. Actuellement le Centre culturel alsacien reste avec l'émission Rund um, l'OLCA, le théâtre alsacien et les sept Dichterwaj la seule émergence visible de la langue alsacienne.

Il faut croire que l'interdiction de parole a porté ses fruits, puisqu'il n'existe plus aucun festival de chanson alsacienne à présent, là où les Bretons en dénombrent des dizaines. Faut-il se taire pour autant ? Est-il bien utile de préciser que les DNA ignorent toute parution en alsacien ? Et qu'un spectacle trilingue comme le Zopf, vu par un millier de spectateurs, n'a

été commenté par aucun journaliste ? Parole ignorée, donc interdite.

En partie par le monolinguisme des nouvelles générations de journalistes. Un monolinguisme encouragé, responsable des 25 % de chômage de jeunes dans la région strasbourgeoise, alors que ce même taux tombe à 2 % deux kilomètres plus loin, à Kehl, où ces jeunes chômeurs trouveraient aussitôt un emploi s'ils savaient l'allemand.

Quel contraste affligeant avec la richesse sonore de nos univers d'après-guerre, qui résonnaient joyeusement de plusieurs langues. Une richesse confirmée par les travaux de l'ingénieur Tomatis, qui soulignent l'importance de l'imprégnation sonore précoce qui conditionne tous nos apprentissages futurs. La richesse vocalique et consonantique de l'alsacien non seulement ne fige pas le gosier, mais permet d'identifier les sons des autres langues et partant de les reproduire.

Il suffit de voir avec quelle aisance les petits dialectophones apprennent des langues qui ne leur sont plus vraiment étrangères, parce qu'ils en reconnaissent et en maîtrisent les fréquences, les accents et les associations de consonnes et de voyelles déjà existants dans leur langue natale.

Car chacun n'a qu'une langue natale qui, d'avoir traversé les siècles, sait ramener les grands problèmes à quelques expressions simples. C'est la langue du cœur qui en fait un haut lieu de résistance, de réjouissance, de certitude : e Baum bliit e Baum, un schonsch niks...

Et qui pourrait la transmettre sinon cette dernière génération dialectophone de grands-parents ? Qui pourrait transmettre toutes ces richesses, la splendeur spirituelle de notre Moyen-Âge, de notre passé culturel, la foule de nos grands hommes, nos penseurs et artistes, nos cinq prix Nobel, nos lois et solutions originales, notre ardent pacifisme qui nous fait naître citoyens du monde, sans oublier la cathédrale, seul temple sur terre à générer un taux vibratoire de 2 700 000 unités Bovis, les plus haut lieux sacrés tels que Lassa ou Chartres ou Chéops ne vibrant qu'à 2 300 000 unités ?

Comment ne pas croire que ce lieu de condensation du sacré ne nous a pas été donné pour rien et que la cathédrale non seulement nous protège mais aussi nous inspire en indiquant la direction et la nature de notre mission ?

Autant de raisons de ne jamais nous taire. Car notre espérance se nourrit du meilleur de la mémoire collective, celle qui nous a permis de rebondir après chaque épreuve et de devenir ce que nous sommes. Elle est le précieux clou de notre fauteuil, qui nous garde vifs et en état

d'alerte, nous contraignant à trouver des solutions qui nous ressemblent.

C'est une mémoire et une espérance plurielle, vive de rester blessée, tressillante de toutes les émotions muselées par cette parole interdite.

C'est pourquoi nous ne nous taisons jamais

Mais laissons terminer deux écrivains Le premier est Jean Giraudoux, qui s'exclame dans son article de novembre 1939 : « Jamais langage n'a plus mérité d'être respecté que le langage alsacien. Il est le voile sous lequel les Alsaciens ont entretenu leur indépendance et leur mémoire. »

Le second est un prêtre des Landes, Michel Edran, qui remarque en 1953 dans la Voix d'Alsace : « L'Alsace va mourir. Je sais bien que de tout temps la politique des Rois était centralisée ; elle faisait cependant une exception pour ces provinces venues d'un Saint Empire Romain Germanique où, de toujours, une fédération d'États a été préférée à la formation d'une nation. Mais demain ses habitants passeront dans le moule commun qui fera d'eux des citoyens moyens d'une République une et indivisible, après leur avoir fait perdre tout ce qui leur était propre, c'est à dire tout ce qui faisait d'eux des hommes... »

À un pasteur du sud qui venait de perdre un petit enfant, l'on conseilla de venir en Alsace « tu verras, tu t'y sentiras compris, car ce sont des gens qui ont su souffrir avec l'intelligence du cœur et faire quelque chose de profitable de leur histoire... »

Une histoire qui continue de nous parler, afin que jamais nous ne nous résignons au silence, et que la parole interdite redevienne un chant d'espérance.

Qu'est devenu le vote alsacien ?

(Par Bernard Schwengler) – De façon traditionnelle, l'Alsace se caractérise par un vote à gauche nettement plus faible qu'au niveau national – et de façon symétrique par des scores plus élevés pour les partis de droite et du centre.

On se souvient à cet égard de l'annonce des résultats des régionales de 2004 et à nouveau de celles de 2010, où l'ensemble de l'hexagone était représenté en rose à l'exception d'une petite bande de territoire, située au nord-est, restée en bleu.

La présidentielle de 2017 confirme cette orientation, bien qu'elle présente certaines évolutions intéressantes par rapport à 2012.

Présidentielle de 2012

1er tour	% Alsace	% France	Écart de vote
Sarkozy	33	27	6
Le Pen	22	18	4
Dupont-Aignan	2	2	0
Bayrou	12	9	3
Hollande	19	29	-10
Mélenchon	7	11	-4
2e tour	% Alsace	% France	Écart de vote
Sarkozy	63	48	15
Hollande	37	52	-15

Présidentielle de 2017

1er tour	% Alsace	% France	Écart de vote
Fillon	22	20	2
Le Pen	26	21	5
Dupont-Aignan	7	5	2
Macron	21	24	-3
Hamon	5	6	-1

Mélenchon	15	20	-5
2e tour	% Alsace	% France	Écart de vote
Le Pen	39	34	5
Macron	61	66	-5

La présidentielle de 2012

Au premier tour de la présidentielle de 2012, c'est Nicolas Sarkozy qui bénéficiait du surplus de vote alsacien le plus élevé (6 points), suivi de Marine Le Pen (4 points) et de François Bayrou (3 points). En ce qui concerne le surplus de vote alsacien pour le Front national, il était en 2012 beaucoup plus faible que ce qu'il avait été en 1995 : à cette époque il correspondait à un écart de 10 points (un vote FN de 25 % en Alsace et de 15 % au niveau national) – ce qui avait généré des recherches d'explications autour de l'identité alsacienne, qui aujourd'hui n'ont plus cours. À l'inverse, c'est pour les deux candidats de gauche – François Hollande et Jean-Luc Mélenchon – que les scores alsaciens étaient plus faibles que les scores au niveau national (des écarts négatifs respectivement de 10 points et de 4 points).

Et en ce qui concerne le second tour, l'écart de vote s'élevait à près de 15 points en faveur de Nicolas Sarkozy au détriment de François Hollande (63 % pour Nicolas Sarkozy en Alsace contre 48 % au niveau national). Un écart de cette ampleur n'est pas inhabituel pour un second tour. Pour mémoire, il avait été de 13 points au second tour de la présidentielle de 2007 (66 % des voix en Alsace pour Nicolas Sarkozy contre 53 % au niveau national, qui était opposé à Ségolène Royal).

La présidentielle de 2017

On retrouve une configuration de ce type au premier tour de la présidentielle de 2017, mais avec certaines modifications. Avec un écart de vote de 2 points en sa faveur, François Fillon ne retrouve pas l'intégralité du surplus de vote alsacien qui avait bénéficié à Nicolas Sarkozy en 2012, dont une partie a visiblement préféré s'orienter vers Nicolas Dupont-Aignan : celui-ci bénéficie d'un écart de 2 points en sa faveur en 2017 contre un écart nul en 2012. Le surplus de vote alsacien en faveur de Marine Le Pen quant à lui est resté en 2017 assez proche de son niveau de 2012 (5 points contre 4 points). À l'inverse les candidats Macron,

Hamon et Mélenchon présentent des écarts négatifs. À cet égard, Emmanuel Macron, malgré son positionnement intermédiaire entre la droite et la gauche, ne bénéficie pas du surplus de vote alsacien dont bénéficiaient de façon traditionnelle les candidats centristes, surplus de vote qui était très fort à l'époque du MRP et qui a perduré, quoique sous une forme atténuée, avec l'UDF et qui a également bénéficié à François Bayrou à l'occasion de chacune de ses candidatures (2002, 2007 et 2012). Le social-libéralisme d'Emmanuel Macron, qui a ses scores les plus élevés à Strasbourg, ville votant plutôt à gauche, n'apparaît pas, en termes de sociologie électorale, comme l'héritier de la démocratie-chrétienne, dont l'implantation électorale était fortement rurale.

En ce qui concerne le second tour, la faiblesse inhabituelle de l'écart pour un second tour (5 points) s'explique par le fait que le clivage opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen n'est pas seulement de type droite-gauche mais porte également sur la construction européenne, et que sur cette question, l'Alsace est davantage pro-européenne que la moyenne nationale ainsi que l'avaient montré les référendum de 1992 et de 2005 respectivement sur l'euro et sur le traité constitutionnel européen.